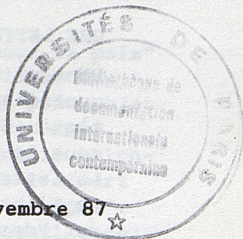


ENFOPRENSA

Agence guatémaltèque de presse

R.E.: Mons. E. Mécé : Postbus 58, 2600 Berchem 5, Belgique.



N° 244

du 29 octobre au 4 novembre 87 ☆

POLITIQUE

Une lettre de l'URNG

Le PGT demande la poursuite du dialogue avec la guérilla

Réunion de sociaux-démocrates au Guatemala

Le gouvernement néglige la violence

Aucun officier de l'armée ne sera jugé

Réduction de l'impôt sur le transport

Le décret-loi d'amnistie est voté

ECONOMIE

Chute des prix de la cardamome

UNSURRECTION

L'armée perd 55 hommes

L'armée ne veut pas des réfugiés

MOUVEMENT POPULAIRE

Des protestations contre la répression au Guatemala

Conflit du travail à l'INDE

Un syndicaliste municipal agressé

Des pressions à l'encontre des grévistes de la Croix Rouge

Les socialistes et les ouvriers interrogent le gouvernement

Augmentation de la violence dans l'est et le sud-est du pays

Un travailleur de la presse assassiné

Le respect des droits de l'homme

REFUGIES

Des réfugiés de retour en décembre

4° P. 12315

POLITIQUE

UNE LETTRE DE L'URNG

Dans un "message politique pour le salut national" reproduit par un quotidien le 30 octobre, l'Union révolutionnaire nationale guatémaltèque (URNG) déclare : "le régime [militaire] précédent se dissimule sous le manteau d'un gouvernement militaire docile".

La lettre de l'URNG, adressée à plusieurs personnes, se veut le signe de l'intérêt des insurgés à établir, en cette conjoncture particulière, "des liens politiques fermes et solides avec toutes les personnalités, partis, forces patriotiques, populaires, politiques et sociales du pays".

L'URNG établit un constat d'échec sur la situation actuelle du pays, échec imputable au fait que le gouvernement démocrate-chrétien n'a pas su créer une démocratie authentique.

Les causes de la guerre sont concrètement liées à la vie politique, économique et sociale du pays ; la guerre ne prendra pas fin tant que des changements ne se sont pas produits.

Enfin, l'URNG conclut : "Le peuple du Guatemala a supporté une injustice et une douleur incommensurables ; les exigences imposées par l'évolution actuelle du monde font que des changements réels sont impératifs, pour faire de la société guatémaltèque une société moderne, indépendante, juste et de bien-être social.

LE PGT DEMANDE LA POURSUITE DU DIALOGUE AVEC LA GUERILLA

Dans un communiqué diffusé le 28 octobre, le Parti guatémaltèque du travail (PGT) oppose la volonté clairement affirmée de l'insurrection guatémaltèque à continuer le dialogue amorcé à Madrid à la faiblesse politique et au non respect des acquis minimums de cette réunion du gouvernement démocrate-chrétien.

Dans ces conditions, ce qui a été fait jusqu'à présent "ne répond ni à la lettre, ni à l'esprit des accords du sommet présidentiel centraméricain" du 7 août.

Et pourtant, selon les Communistes guatémaltèques, il n'a jamais été aussi important et significatif de "s'asseoir à une table de négociation afin de négocier la résolution du conflit armé interne en posant des bases démocratiques réelles.

Le communiqué fait remarquer que les conversations de Madrid ont eu lieu "presque simultanément" à l'apparition de la controverse autour de la réforme fiscale ; le président Cerezo a dû céder aux pressions du patronnat à ce sujet. Le PGT estime que le mouvement armé n'épargnera aucun effort pour poursuivre dans la voie du dialogue national en vue de l'instauration d'une paix durable.

REUNION DE SOCIAUX-DEMOCRATES AU GUATEMALA

Les 30 octobre et 1er novembre la rencontre "Solidarité pour la paix" a réuni au Guatemala plus de 30 dirigeants des partis sociaux-démocrates et leurs organisations affiliées ; la réunion avait pour objet d'analyser et d'évaluer le processus de paix en Amérique centrale. Dans le communiqué final, les socialistes reconnaissent que la volonté des gouvernements centraméricains "prolonge et renforce l'effort des gouvernements du Groupe de Contadora et de son groupe d'appui". Les socialistes se refusent à envisager la résolution du conflit centraméricain en marge des accords d'Esquipulas II : "Nous insistons, et en cela unissons nos voix à celles d'autres instances politiques et sociales, sur la nécessité de trouver une solution dans le cadre prévu par la négociation, le dialogue, l'établissement de démocraties représentatives et le respect des droits de l'homme".

LE GOUVERNEMENT NEGLIGE LA VIOLENCE

A la suite de l'assassinat des universitaires qui avaient été enlevés dans l'ouest du pays, les éditoriaux des journaux locaux mettent l'accent sur la négligence du gouvernement démocrate-chrétien dans le combat contre la violence, considérée comme l'un des maux les plus importants du pays.

Dans son éditorial du 27 octobre, "El Grafico" signale que les autorités concernées n'ont rien fait de concret pour mettre un terme à l'escalade de la violence qui atteint le pays, en dépit de l'augmentation du nombre d'agents et de véhicules de surveillance.

AUCUN OFFICIER DE L'ARMEE NE SERA JUGE

Selon une déclaration du 28 octobre du ministre de la Défense, Hector Gramajo, aucun officier de l'armée ne sera présenté devant les juges comme le réclame le Groupe d'appui mutuel (GAM) aux proches de disparus.

D'après le ministre, il faut d'abord déterminer si les accusés (7 lieutenants et un sous-lieutenant) appartiennent effectivement à l'institution armée. Il souligne que si l'un des membres de l'armée a commis des actes illégaux, c'est "à titre personnel".

REDUCTION DE L'IMPOT SUR LE TRANSPORT

Le 3 novembre, le président Cerezo et les dirigeants du Comité des associations agricoles, commerciales, industrielles et financières (CACIF) ont conclu un accord sur la suppression de la taxe de 3% établie sur les transports par la loi de réforme fiscale, actuellement en cours de révision à la demande du secteur privé. Selon le patronnat, d'autres décisions sont imminentes et feront l'objet de "conversations approfondies" avec le président Cerezo le 5 novembre.

LE DECRET-LOI D'AMNISTIE EST VOTE

Le 29 octobre, le congrès de la République a voté le décret d'amnistie dont bénéficient toutes les personnes ayant été auteurs ou complices de délits politiques ou de droit commun assimilables au délit politique.

Le décret entrera en vigueur le 5 novembre. Les postulants disposeront alors d'un délai de 180 jours pour formuler leur requête.

La député Ana Maria Gonzalez et plusieurs de ces collègues parlementaires font remarquer qu'il est impossible de solliciter l'amnistie dans la mesure où le gouvernement ne peut garantir la sécurité des postulants.

Selon Hector Gramajo, ministre de la Défense, l'amnistie fait partie de la stratégie des accords d'Esquipulas II, ainsi que la réunion de Madrid : "c'est un instrument efficace pour désarmer l'ennemi, dont on vient à bout de deux manières : en le privant de sa volonté de lutter ou en l'éliminant".

D'autre part, l'ambassadeur itinérant de Ronald Reagan en Amérique centrale a été reçu le 3 novembre par le président Cerezo. Morris Busby désire connaître le point de vue présidentiel sur le plan de paix Esquipulas II, avant la vérification des mesures prévues par ce plan.

ECONOMIE

CHUTE DES PRIX DE LA CARDAMOME

Le 28 octobre, des milliers de paysans ont rendu le gouvernement responsable de la chute des prix de la cardomome et de la baisse de la demande sur le marché local.

Selon les producteurs, le quintal de cardamome était coté la semaine dernière à 105 quetzales (environ 40 dollars) ; il est actuellement à 70 Q. et l'on craint qu'il ne descende à 50Q la semaine prochaine. Plus de 20 mille quintaux de la récolte de l'année dernière sont encore disponibles en stock ; ils n'ont été vendus en raison de la baisse de la demande et du refus des exportateurs d'acheter dans l'attente du résultat des négociations du CACIF avec le gouvernement au sujet de la réforme fiscale.

INSURRECTION

L'ARMEE PERD 55 HOMMES

Dans un communiqué diffusé le 3 novembre, l'URNG affirme avoir infligé 55 pertes à l'armée, en réponse à l'offensive militaire lancée contre la population civile du nord-ouest du pays depuis la mi-septembre.

Selon l'information, les forces gouvernementales ont perdu 34 hommes dans la seconde quinzaine d'octobre au cours d'affrontements avec l'URNG dans le nord du Quiché.

Entre le 28 octobre et le 1er décembre, l'URNG a causé 21 pertes à l'armée dans la même région.

Selon la presse locale, 5 avions de guerre et 4 hélicoptères d'artillerie ont bombardé à plusieurs reprises la zone d'affrontement dans les montagnes de Ixcán, au nord-ouest.

Selon la radio des insurgés "Voz popular", "outre les affrontements dans le Quiché, la guérilla a su répondre à ces contre-offensives et a occupé les chefs-lieux des municipalités de San Marcos et de Chimaltenango, des localités du Peten et un poste de police à Santo Domingo Suchitepequez". La presse a confirmé le 30 octobre l'occupation, pour la seconde fois en une semaine, du chef-lieu municipal Concepcion Tutuapa, dans le département de San Marcos.

D'autre part, l'URNG a publiquement dénoncé les actions de terrorisme actuellement menées par l'armée contre la population civile du nord-ouest du pays ; ces actions consistent à raser des villages, détruire des cultures, voler des biens et tuer des animaux domestiques dans le but "d'affamer la population indigène".

L'ARMEE NE VEUT PAS DES REFUGIES

Le 30 septembre, la radio de l'URNG "Voz popular" a dénoncé les "contrôles psychologiques" que l'armée prétend exercer sur les réfugiés qui décideraient de retourner au Guatemala. Selon la radio, un document de l'armée considère que les réfugiés qui sont à Mexico "n'oublient pas et ne pardonnent pas, sont des délinquants, ont des idées marxistes et sont rejetés par la population guatémaltèque" ; les réfugiés de retour au pays doivent être orientés vers les pôles de développement où ils seront maintenus "sous contrôle psychologique".

MOUVEMENT POPULAIRE

DES PROTESTATIONS CONTRE LA REPRESSION AU GUATEMALA

Dans des communiqués publiés par la presse le 29 octobre, l'Association des étudiants universitaires (AEU) et l'Université de San Carlos (USAC) ont énergiquement condamné l'enlèvement et l'assassinat de Danilo Sergio Alvaro Mejia et de René Haroldo Leyva Cayax, du centre universitaire de l'ouest (CUNOC).

Pour les deux organisations, de tels actes confirment l'existence d'une politique de violence et de persécution à l'égard de la communauté universitaire. Elles exigent du président Cerezo des éclaircissements immédiats sur ces crimes.

Dans un communiqué de presse diffusé le 27 octobre, le Groupe d'appui mutuel aux proches des disparus affirme que la violation des droits des étudiants est le fait de militaires et de policiers, circulant à bord d'un véhicule de la police nationale immatriculé dans le Quetzaltenango.

CONFLIT DU TRAVAIL A L'INDE

Le 25 octobre, on a appris par la presse que 250 travailleurs du département financier de l'Institut national de l'électrification ont entamé un mouvement d'arrêts de travail. Ils protestent contre les mauvaises conditions de sécurité et d'hygiène. Le conflit a éclaté le 6 octobre en raison du manque d'attention des autorités aux réclamations des travailleurs. Ces derniers ont reçu l'appui total du Syndicat des travailleurs de l'INDE.

UN SYNDICALISTE MUNICIPAL AGRESSE

Edgar Flores, premier secrétaire du Syndicat central des travailleurs municipaux (SCTM) a dénoncé le 30 octobre l'agression dont il a été victime à l'intérieur du bâtiment de la Mairie de la capitale. Il s'exprimait devant la Commission des droits de l'homme du Congrès de la République.

D'après ces déclarations à la presse, onze policiers, requis par le maire de la ville Alvaro Arzu, l'ont roué de coups alors qu'il s'apprêtait à informer ses collègues des actions légales menées en opposition à l'actuelle administration municipale. Il avait été licencié sans motif quelques jours auparavant.

DES PRESSIONS A L'ENCONTRE DES GREVISTES DE LA CROIX ROUGE

Le personnel médical, paramédical et employé de la Croix Rouge guatémaltèque a publiquement dénoncé, le 2 novembre, les "pressions" dont il est l'objet de la part des autorités de cette institution, afin qu'il abandonne le mouvement de protestation dirigé contre son président, Jorge Toriello. Le 2 novembre, une alerte à la bombe a été déclenchée dans le local de la Croix Rouge, dans le but d'évacuer les lieux occupés depuis le début du conflit, il y a 13 jours. La manoeuvre n'a pas réussi.

LES SOCIALISTES ET LES OUVRIERS INTERROGENT LE GOUVERNEMENT

Le 30 octobre, le Parti socialiste démocratique (PSD) et la Confédération de l'Unité syndicale du Guatemala (CUSG) ont accusé le gouvernement de continuer à mener une politique de pacte avec la droite ; ils se réfèrent à la négociation entreprise avec le secteur privé sur les lois fiscales.

Mario solorzano, secrétaire général du PSD a condamné la politique gouvernementale que ne prend pas en compte les travailleurs dans la discussion des lois économiques, alors que ceux-ci et le patronat ont des "logiques et des natures différentes".

la CUSG a demandé au CACIF, organisation patronale, de stopper "la hausse sauvage et injustifiée des prix survenue au Guatemala au cours de la négociation gouvernement-patronat". La CUSG exige de Cerezo l'application de la loi fixant des prix maximums pour les produits de première nécessité.

AUGMENTATION DE LA VIOLENCE DANS L'EST ET LE SUD-EST DU PAYS

Selon la presse, une dizaine de personnes ont été tuées, plusieurs autres enlevées à la suite de la vague de violence qui frappe actuellement l'est et le sud-est du pays.

Le 30 octobre, plusieurs hommes armés, portant des uniformes militaires ont assassinés José Eduardo et sa soeur Maria Arcadia Gomez ; ils ont enlevés Marco Tulio et Baudilio Estrada Dieguez. Le corps de Marco Tulio a été retrouvé dans le département de Escuintal le même jour. On est sans nouvelles de son frère Baudilio.

Le 28, on a retrouvé dans le département de Santa Rosa un cadavre décapité présentant de nombreuses traces de balles. Le 2 novembre, Carlos Gregorio Hernandez a été assassiné lors d'une embuscade dans ce même département.

Dans le département de Jutiapa, Antonio Ramirez a été retrouvé tué par balle à l'entrée du cimetière municipal de Yupiltepeque. José Enrique Alvarez et Nery Danilo Arevalo Osorio ont été tués le 2 novembre par un groupe d'inconnus dans le village La Montana.

UN TRAVAILLEUR DE LA PRESSE ASSASSINE

Le 1er novembre, Armando Soto Arias, chef du département de production du journal "Prensa libre" a été assassiné par balles par un groupe d'inconnus dans le secteur est de la capitale.

D'autre part, le 2 novembre, Rodrigo Alberto Herrera, étudiant en droit et membre du CUNOC a échappé à une tentative d'enlèvement perpétrée par des effectifs militaires dans la ville de Quetzaltenango.

LE RESPECT DES DROITS DE L'HOMME

Le 30 octobre, l'association nord-américaine "Guatemala information center", a demandé au gouvernement du président Cerezo l'ouverture d'une enquête sur les forces de l'ordre compromises dans des violations des droits de l'homme. L'association réclame également l'arrêt des opérations de l'armée contre les communautés du Quiché, du Solola et du Huehuetenango (ouest du pays).

REFUGIES

DES REFUGIES DE RETOUR EN DECEMBRE

Le retour des réfugiés guatémaltèques installés dans le sud-est du Mexique commencera au mois de décembre, a annoncé la Commission mexicaine d'aide aux réfugiés.

Au total ce seront plus de 500 personnes, soient 90 familles, qui reviendront au Guatemala ; toutes sont originaires du département de Huehuetenango.